

Service Pénitentiaire

Prison de Kusumbura.

RE. 33897

R.E. 5525 Ruh.

P
3/ 3^e cat

Nom : MAJUTO. LOUIS.

Origine : Mulongwe.

Chefferie : Rutahindwa 2/chef. Kumbura.

Territoire : Mwira

Profession : Boy.

N° du R.E. : 33897

Formule dactyloscopique : MANDAT d'arret. 1877/F.

Arrêté le : 7.6.51.

Condamné le : 3.8.51 à 20 ans SPP par T.R.U.

1/4 de peine : 4.12.51 ✓

Sorti le : ~~7.6.51~~ A.R. du 6.8.51
9.12.52. 16.12.52 15.1.52 20/12/52

Transféré le : toutes c.p.c. versées le 7/12/52
à Ruhengeri, le 26-12-1952

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :



LE GARDIEN.

[Signature]

R. Ecrou no 33897 6525 RuhengeriR. M. P. No 1877/E.-

R. P. A. No

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement du nommé (1) Majuto Louis, fils de Muvunge et de Nangwa
 originaire de Mulongwe, Cheff. Lutahindwa, s/cheff. Lunabura, territoire
Mvira.-

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence de l'Urundi
Date du jugement	3 août 1951
Motif de la condamnation	vol qualifié
Durée de la servitude pénale principale	2 ans de S.F.P.
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	7/6/51
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	4 décembre 1951
Date d'expiration de la peine	7 juin 1953 - 16.12.52 - 15.1.53 20/12/52 (indivisible)

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille. ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

condamné par T. R. U pour vol qualifié.
 célibataire.
 aménagement : bonne.
 ne possède rien.

Qui de parait
 doit confirmer
 15.1.52
 [Signature]

[Signature] L. O. P. A.
 9.10.52.
 [Signature] L'Officier du Ministère Public,
 12.6.52

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.
 Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1^o la conduite.

bonne

2^o le caractère.

bon

3^o les dispositions morales du détenu.

assez bonnes

D.I et frais hon payés
Le gardien de prison
D. NEVEYANT
Rennes

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire:

Avis défavorable. - 17/1/52. R. Adjt. V. Pauthey

Avis défavorable. 12/6/52. Rés. adj. A. Pauthey

idem.

9/10/52.

Rés. adj. A. Pauthey

Rukempin 1/10/52
idem
défavorable.

idem
défavorable
Rukempin 1/10/52

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique:

A représenter dans 6 mois
13-1-52

A représenter dans 4 mois
20 juin 1952

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.
Le Conseiller Juridique

Le Vice-Gouverneur (Général)
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.
Le Conseiller Juridique
BARBIE

[Signatures]

Compléter la fiche par l'indication
de la date d'entrée en détention
et représenter dans 6 mois
15 oct. 1952

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.
Le Conseiller Juridique.

[Signature]

Résidence d.....

N°..... R. E.

Prison de

R. M. P. N° 877/i.

FICHE DU DÉTENU : LAMIN

Originaire de la chefferie

Territoire

Résidence ou district Sud Kivu

Condamné le 3-8-57, par TRU

à 2 ans

du chef de

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

46 des frais Hous CPE
450 fr DI 1 mois CPE

Célibataire sans avoir
bonne conduite à la prison.

Tournez s'il vous plaît.

PUNITI ONS

Dates	Motif	Peine
	<p>liéant</p> <p>Le gardien de Prison</p> <p><u>Reus</u></p> <p>Ruehengeri le 3/10/52</p> <p>liéant</p>	

QUISITION

MPRISONNEMENT

TRIBUNAL

de Résidence

L.P. No

1877

ôle. No

Officier du Ministère Public près le Tribunal de

N^e 1012, d'An

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 mai 1923 ;

requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de

voir et emprisonner le nommé

M. Ayoub

RESIDENCE DE 1'Urundi

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de U
sambura

Nous soussigné DUPONT JEAN

Gardien de Prison Centrale à sambura

mandons M. le Gardien de la Prison de RUEHNGERI

de vouloir bien incarcérer les nommés :

MAJUTO LOUIS fils de Mavunge et de N sagwa originaire
de Mulougwe Chef. Butahindwa S/ Chef Luhabura Territoire Nviza.

prévenus de : Vol qualifié

infraction prévue par : 79 et 81 du C.P.

mis en détention préventive depuis le 7 juin 1951

suivant pièce dont copie ci-jointe dossier Pénitentiaire

sambura, le 26 décembre 1951
DUPONT JEAN

Escorte : Policeiers Rwabukunza
Nyira hukwe

Témoins : S. Angles Commis de la Colonie
K. Ngunbo Albert Commis temp.-

Prière de nous renvoyer une
exemplaire signé pour réception

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION 1877/F.

33.897

L'an mil neuf cent cinquante et le dixième 12^e jour du mois de juin

Par devant Nous FRANS Stienne Juge de Tribunal de Résidence de l'Urundi
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé MAJUTO

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de ~~Résidence~~ Première Instance d'Usumbura
a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de 10 ans que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le dixième 12^e jour du mois de juin

Nous FRANS Stienne Juge du Tribunal de Résidence de l'Urundi
Juge de Police de

Attendu que le nommé MAJUTO
est prévenu de
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Usumbura

Attendu que l'infraction est punissable de 10 ans de S.P.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé MAJUTO
soit conduit et détenu à la prison de Usumbura pour une durée de 15 jours

Notifié au prévenu le 10 juin 195 1.

Le Juge.



Signalement :

Taille.....
Cheveux.....
Sourcils.....
Yeux.....
Front.....
Nez.....
Bouche.....
Menton.....
Barbe.....
Figure.....
Signes particuliers :.....
.....
.....

MANDAT D'ARRET RMP. 18711

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

MAJUTO

prévenu de vo qualifié

infraction prévue par l' es art. 79 et 81 du C.P.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de 10 ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit MAJUTO

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Usumbura

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Usumbura, le 7 juin 195 1

L'Officier du Ministère Public.

F. FRAPIER.-



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V. 33

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent vingt et un, le septième

jour du mois de juin

Nous, VANDERVELDE L. B.

en Territoire de d'Usambura, Officier de Police Judiciaire à compétence

générale

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé MAYUTO, fils de Mwanga

et de Nangwa, originaire du Territoire de Usika

chefferie Rumala, sous-chefferie Rohama

colline, résidant à Usa, C. E. B. B. 11^e secteur, n° 2

inculpé de vol avec effraction et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est flagrante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la prison d'Usambura

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.